
Histoire sociale et politique des populations

Paul-André Rosental, Patrice Bourdelais, Laura LeeDowns, Geneviève Massard-Guilbaud, Yohann Aucante, Alice Ingold, Morgane Labbé, Pap Ndiaye, Luc Berlivet, Marie-Emmanuelle Chessel et Caroline Douki



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18647>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 229-232

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Paul-André Rosental, Patrice Bourdelais, Laura LeeDowns, Geneviève Massard-Guilbaud, Yohann Aucante, Alice Ingold, Morgane Labbé, Pap Ndiaye, Luc Berlivet, Marie-Emmanuelle Chessel et Caroline Douki, « Histoire sociale et politique des populations », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2008, mis en ligne le 02 mai 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18647>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire sociale et politique des populations

Paul-André Rosental, Patrice Bourdelais, Laura LeeDowns, Geneviève Massard-Guilbaud, Yohann Aucante, Alice Ingold, Morgane Labbé, Pap Ndiaye, Luc Berlivet, Marie-Emmanuelle Chessel et Caroline Douki

Paul-André Rosental, *directeur d'études*

Population, migrations et histoire politique

- 1 LE séminaire s'est concentré sur l'histoire de la silicose en France au XX^e siècle, et sur les problèmes démographiques, sanitaires et sociaux liés à sa reconnaissance et à sa réparation.
- 2 L'histoire du traitement officiel de la silicose commence en France par une reconnaissance médicale et légale péniblement négociée, de la fin des années 1920 à la Libération. Sa nosologie et son étiologie complexes, son apparition dans des contextes professionnels variés, contribuent certes à expliquer ces difficultés. Il reste que la France est l'un des grands pays européens qui a admis le plus tardivement, en 1945, l'existence et l'origine professionnelle de la silicose, dix à quinze ans après la plupart des autres pays industrialisés.
- 3 La première cause en est la vigueur et l'efficacité de la résistance patronale à la reconnaissance d'une maladie qui, en frappant par légions les salariés de l'une des plus grandes industries de main-d'œuvre du XX^e siècle, les mines, revêtait des enjeux financiers évidents. Une résistance si vive qu'elle impose de déconstruire le mythe, imposé à la Libération, d'une grande conquête du droit du travail. Cette vision occulte à la fois le combat solitaire d'une poignée de médecins français dans les années 1930, le rôle des organismes internationaux (BIT), et l'action ambiguë du régime de Vichy. Cette histoire déformée revêt une importance fondamentale pour la suite. Héroïser l'ordonnance d'août 1945 permettait non seulement au nouveau gouvernement républicain de revendiquer un rôle exclusif, mais aussi de masquer les limites de

l'officialisation de la silicose comme maladie professionnelle : négociée par défaut sous l'Occupation, elle ouvrait en effet la porte à toute une série de stratégies de la part des houillères pour en minimiser l'application et le coût.

- 4 La définition de la silicose soulève par excellence la question du caractère hybride, à la fois médical et légal, des maladies professionnelles. Il ne suffit pas d'avoir contracté la silicose pour rentrer dans le cadre de la loi de 1919, il faut que la pathologie soit apparue après avoir occupé tel ou tel poste de travail, dans tel ou tel secteur industriel, pendant une durée minimale qui se compte en années. Ces conditions permettent aux houillères - entreprises publiques - de relativiser les données épidémiologiques, de proposer des contre-diagnostics ou de pointer des maladies alternatives, de basculer la charge de l'indemnisation vers l'assurance-maladie : autant de procédés dont il est difficile d'imaginer combien ils restent d'actualité.
- 5 Sont également en cause les modes de « publicisation » de la maladie, la capacité à sensibiliser les salariés concernés, et le cas échéant l'opinion publique, sur son caractère de dangerosité. Par contraste avec l'amiante, la silicose a échoué en France à atteindre le statut de problème de société voire de problème politique. Son histoire fait écho aux polémiques actuelles sur les risques liés à l'exposition à des produits nouveaux, dont les retombées médicales sont potentiellement dangereuses.
- 6 Pour partie, la relative discrétion de la silicose provient de l'effort de dissimulation statistique dont elle fit l'objet. Un cercle vicieux relie la qualité exécrable des données quantitatives - qui empêchera à jamais de connaître le nombre de malades décédés de la silicose - à la relative passivité, dénoncée à l'époque, des mineurs et de leurs syndicats à l'encontre de ce fléau. Nous avons insisté ici sur l'importance du recours à l'immigration étrangère pour minimiser, par le jeu des emplois temporaires et des rapatriements, la morbidité et la mortalité observables, un procédé que l'on retrouve dans plusieurs pays industrialisés.
- 7 À l'issue du séminaire, la question de l'enregistrement statistique défectueux, générale depuis la loi de 1919 sur les maladies professionnelles, apparaît comme l'une des faiblesses essentielles du système français. À défaut de pouvoir sérieusement retracer le nombre de victimes de la maladie, les données disponibles permettent cependant, une fois déconstruites, d'identifier rétrospectivement les choix de gestion dont la silicose fit l'objet dans toute la seconde moitié du XX^e siècle.
- 8 Le séminaire, de portée comparative, a bénéficié d'un exposé d'Éric Geerkens (Université de Liège) sur l'histoire de la silicose en Belgique.

Publications

- Avec L. Del Panta et R. Rettaroli, « Méthodes de la démographie historique », dans *Démographie : analyse et synthèse*, t. 8, *Les sources d'observation et les méthodes auxiliaires de la démographie*, sous la dir. de G. Caselli, J. Vallin et G. Wunsch, Paris, Ined, 2006, p. 201-224.
- « Between micro and macro : Theorizing agency in Nineteenth-Century French migrations », *French Historical Studies*, n° thématique « Mobility in French History », 29, 3, 2006, p. 457-481.
- « Von der historischen Demographie zur sozialen und politischen Bevölkerungsgeschichte in Frankreich nach 1945 », *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, 31, 4, 2006, p. 7-33.
- Avec C. Douki et D. Feldman, « Pour une histoire relationnelle du ministère du Travail en France, en Italie et au Royaume-Uni dans l'entre-deux-guerres : le transnational, le bilatéral

et l'interministériel en matière de politique migratoire », dans *Les politiques du travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux*, sous la dir. de A. Chatriot, O. Join-Lambert et V. Viet, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 143-159.

- « Por una Historia Política de las Poblaciones », *Empiria. Revista de metodología de ciencias sociales*, 12, 2, 2006, p. 37-63.
- Avec C. Omnès, « Les premiers pas de l'État vers la santé au travail », *Santé et travail*, 57, 1, 2007, p. 48-49.
- « Micro-histoire », dans *Le Dictionnaire des sciences humaines*, sous la dir. de S. Mesure et Patrick Savidan, Paris, PUF, 2006, p. 769-771.

Patrice Bourdelais, Laura Lee Downs, Geneviève Massard-Guilbaud et Paul-André Rosental, *directeurs d'études*

Yohann Aucante, Alice Ingold, Morgane Labbé et Pap Ndiaye, *maîtres de conférences*

Luc Berlivet, Marie-Emmanuelle Chessel, *chargés de recherche au CNRS*

Caroline Douki, *maître de conférences à l'Université Paris-VIII*

Bernard Thomann, *maître de conférences à l'INA-LCO*

L'autofabrication des sociétés : population, politiques sociales, santé, environnement

- 9 CE séminaire collectif présente les travaux et les problématiques du groupe Esopp du Centre de recherches historiques (<http://esopp.ehess.fr/>). Ses objets de recherche privilégiés sont la protection sociale, la santé et l'environnement, saisis et étudiés dans leurs articulations avec les politiques et les savoirs relatifs aux populations.
- 10 Ces problématiques ont pris, depuis une vingtaine d'années, une place croissante dans l'historiographie du monde contemporain, en France comme à l'étranger. La crise de l'histoire quantitative, la réception de l'œuvre de Michel Foucault, l'expansion des *science studies*, ont permis d'historiciser les savoirs et méthodes démographiques ainsi que les conditions de leur usage, en liaison avec un intérêt général pour l'histoire de la statistique. Dans beaucoup de pays, le recul chronologique et la relève des générations ont rendu possible l'ouverture d'un débat critique – dénonciateur parfois – sur le rôle des sciences de la population dans les grandes entreprises totalitaires, impérialistes ou colonialistes de la première moitié du siècle, ainsi que dans leurs nombreuses applications nationalistes, racistes et eugénistes.
- 11 À l'issue de deux décennies de travaux, on peut considérer, dans une large mesure, que nombre des objectifs posés par cette orientation réflexive initiale ont été atteints. Un préalable est en quelque sorte désormais posé, incitant plutôt, aujourd'hui, à identifier et à encourager de nouveaux axes de recherche. Le séminaire de cette année, sans prétendre à l'exhaustivité, a tenté de poser des jalons dans cette direction.
- 12 Si des travaux de plus en plus nombreux sont consacrés à la genèse et à la portée des politiques de population, ils tendent à l'aborder à travers l'angle particulier des idéologies de la puissance et du contrôle. Il est utile, par contraste, de mettre en avant la notion de « dosage » dans l'action publique, en suivant l'arbitrage entre pression et négociations, entre volontarisme et économie de moyens, et en observant dans quelles conditions cette tempérance, délibérée ou contrainte, peut basculer vers des tendances autoritaires ou répressives. De la même manière, on peut montrer qu'il existe un lien

indissoluble entre protection sociale ou sanitaire d'une part, segmentation et hiérarchie des populations d'autre part, mais que sa nature oscille en permanence en vertu des rapports de force institutionnels et politiques, et des modes d'objectivation savante qui les accompagnent et qui les guident.

- 13 L'ensemble de ces questions ont été abordées cette année à partir de trois grands thèmes de réflexion. Le premier est celui des fondements micro et mésocopiques des politiques de population et des politiques sociales, de l'assistance municipale à l'aide au logement en passant par les allocations familiales. Outre les exposés des membres de l'équipe Esopp, le séminaire a bénéficié ici des interventions d'Hélène Frouard (Paris-I), Jérôme Minonzio (Cnaf), Renaud Payre (Lyon-II), Christian Topalov et Marie Vogel (ENS-Lyon). Le deuxième thème est celui des classements, à prétention scientifique, de la « qualité » des populations, qu'ils soient de nature raciste ou eugéniste. Sont ici venus dialoguer avec nous Francesco Cassatta (Université de Turin), Andres Reggiani (Université Torcuato Di Tella, Buenos Aires) et Emmanuelle Sibeud (Paris-VIII). Enfin, nous nous sommes intéressés aux relations entre population, santé au travail et environnement industriel, avec Jean-Paul Barrière (Lille-III), Philippe Brunet (Université d'Évry), Éric Geerkens (Université de Liège), Philippe Minard et Georges Vigarello.
- 14 Enfin, le séminaire a consacré deux séances transversales à la question de la fabrication « transnationale » des populations, avec des interventions d'Emmanuel Betta (Université de Rome « La Sapienza »), Thomas Cayet (post-doctorant) et Yves Cohen.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe

AUTEURS

PAUL-ANDRÉ ROSENTAL

Bernard Thomann